



En coulisses, des pontes du parti au pouvoir disent être marginalisés comme les Anglophones. Pour le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) dans la région de l'Est, il faut combattre la tentative de division du Cameroun entretenue par les extrémistes de la crise anglophone à travers l'accélération du processus de décentralisation.

«Nous demandons au président Paul Biya d'accélérer le processus de décentralisation», a martelé Badel Ndanga Ndinga, chef de la délégation permanente départementale du Comité central lors du meeting du 07 octobre 2017, à la maison du parti de Bertoua. Comme lui, tous les orateurs du jour, Me Olivier Bembel D'Ipack Cromwell, président de la section hôte du Lom-et-Djerem Sud I, Roland Matta de la Boumbaet-Ngoko, Benjamin Amama du Haut-Nyong et le député Paul Danata, ont clamé : «L'Est dit non à la violence et à la sécession, oui à la paix et au dialogue ».

En ce qui concerne la région justement, l'élite politique pense que la marginalisation dénoncée par les Anglophones est une réalité palpable, aussi

bien dans leur région.

«Regardez l'état de sous-développement de la région, regardez le niveau d'enclavement, regardez le niveau de représentation de l'Est dans les hautes sphères de l'Etat, vous pensez que nous sommes différents des Anglophones qui revendiquent ? Seulement ici, on a cultivé la peur dans les cœurs des uns et des autres. Regardez la richesse de l'Est et son niveau de développement, c'est une contradiction totale», a déclaré sous anonymat, un haut responsable du Rdpc, originaire de l'Est.

Une position défendue par Jean Doka Narké, président national du Front des forces républicaines (Ffr), un parti d'opposition dont le siège national se trouve à Bertoua. En effet, réagissant à la gestion faite des ressources naturelles produites dans la région du « soleil levant », l'homme politique déclare que « la situation que vivent les communes disposant des ressources naturelles dont elles ne peuvent jouir pleinement à cause des pillages ou encore comme le cas actuel de l'unicité de caisse, relève tout simplement de l'échec d'un régime présidentieliste très passif et la non application de la décentralisation inscrite dans la Constitution de 1996 ».

© Quotidien Mutations : Sébastien Chi Elvido
